

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2941

[C — 99/27674]

**3 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la constitution et au fonctionnement du comité de contrôle institué par l'article 16 du décret du 31 mars 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau et notamment l'article 16;

Sur la proposition du Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté il faut entendre par :

1° "décret" : le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique des gestion de l'eau;

2° "comité" : Le comité de contrôle établi en application du présent arrêté;

3° "Ministre" : le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions;

**Art. 2.** Le comité de contrôle de l'eau est un établissement public autonome régi par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Son siège est établi à 4000 Liège, rue du Vertbois 13c.

**Art. 3.** Le Comité de contrôle a pour mission de veiller à ce que l'évolution du prix de l'eau soit orientée dans le sens de l'intérêt général et de la politique de l'eau de la Région.

Il bénéficie de l'autonomie la plus large dans l'intérêt de sa mission.

Il accomplit d'initiative ou sur demande du Ministre ou de la SPGE, des études, rend des avis et formule des recommandations relatifs à la politique des prix de l'eau.

Il peut, d'initiative ou suite à une demande, rendre des avis particuliers sur tout dossier relatif à une augmentation d'un élément constitutif du prix de l'eau qui lui est notifié en vertu de l'article 16, § 3, du décret.

L'avis du comité est requis pour toute modification significative de la politique des prix. Il remet également un avis sur la planification des investissements.

**Art. 4.** Dans le but d'accomplir ses missions, le Comité peut se faire produire, sans déplacement :

- tout document comptable dont la publicité est prévue par ou en vertu de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

- tout renseignement ou rapport relevant de sa compétence,

qui émanent des institutions, organismes publics ou de sociétés accomplissant une mission de service public de production, d'adduction, de distribution de collecte ou de traitement des eaux.

Le Comité peut, dans le même but, consulter tout document visé à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration, à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 11 avril 1994 relatif à la publicité de l'administration et les informations relatives à l'environnement et données détenues par les autorités publiques au sens du décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement.

Il peut auditionner ou se faire produire d'autres documents avec le consentement de la personne, de l'organisme ou de l'institution concerné.

**Art. 5.** Le Comité se compose de quatorze membres effectifs et de quatorze membres suppléants dont :

- deux membres effectifs et deux membres suppléants sont proposés par le Gouvernement;

- quatre membres effectifs et quatre membres suppléants sont proposés par l'Union des Villes et Communes de Wallonie;

- deux membres effectifs et deux membres suppléants sont proposés par le Conseil central de la consommation;

- six membres effectifs et six membres suppléants sont proposés par le C.E.S.R.W.

Les candidats sont proposés sur la base d'une liste double auprès du Ministre. Ils sont nommés et révoqués par le Gouvernement.

A l'exception de la première constitution du Comité, les candidatures sont communiquées au Ministre trois mois avant l'expiration des mandats des membres. A défaut, le Ministre peut, d'initiative, proposer les nouveaux représentants au sein du secteur qu'ils représentent.

**Art. 6.** Le mandat des membres est d'une durée de 4 ans. Ce mandat peut être renouvelable pour une durée ne dépassant pas la durée initiale.

**Art. 7.** La qualité de membre du Conseil d'administration de la SPGE ou de membre du Comité des experts est incompatible avec celle de membre du Comité de contrôle.

Le règlement d'ordre intérieur peut fixer d'autres incompatibilités justifiées pour des motifs de bon fonctionnement du Comité.

**Art. 8.** Chaque membre est tenu à la confidentialité des faits, actes et documents dont il a connaissance dans le cadre de l'exécution des missions du Comité.

**Art. 9.** Les membres du Comité de contrôle sont révocables, en tout temps en cas d'impossibilité d'exercice de leur fonction, pour faute grave ou lorsqu'ils perdent la qualité pour laquelle ils auraient été nommés.

Sauf cas de force majeure, ils sont tenus d'aviser, sans délai, le Ministre, de la survenance de l'événement les mettant dans l'impossibilité d'exercer leur fonction ou qui leur fait perdre la qualité pour laquelle ils ont été nommés.

En cas de vacance avant l'expiration du mandat effectif, le membre suppléant achève le mandat en cours.

**Art. 10.** Le Ministre désigne parmi les membres du Comité son président et son vice-président.

Lorsque le président se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions ou en cas de démission ou de décès, le vice-président assure la présidence jusqu'au terme du mandat. Le Comité pourvoit sans retard à la désignation d'un nouveau vice-président.

**Art. 11.** Le secrétariat du Comité est assuré par le personnel du Conseil économique et social de la Région wallonne conformément à l'article 4, § 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

**Art. 12.** Le Comité se réunit, à l'initiative du président à chaque fois que sa mission l'exige. Chaque membre est convoqué, dans un délai utile, par lettre ou télécopie ou, en cas d'urgence, par le moyen le plus approprié. Chaque membre présent est réputé avoir été régulièrement convoqué.

Chaque membre empêché est représenté par son suppléant.

**Art. 13.** Deux représentants de la SPGE désignés par le Comité de direction, deux représentants des producteurs et deux représentants des organismes d'épurations désignés par la société commerciale visée à l'article 7, § 2, 4°, du décret peuvent assister aux réunions du Comité. Ils participent aux débats sans toutefois prendre part aux décisions.

A cette fin, ces représentants sont convoqués par le Comité par lettre ou télécopie huit jours au moins avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ils sont invités dans un délai et selon les modalités les plus appropriés.

**Art. 14.** Les demandes d'avis sont adressées par lettre recommandée au président du Comité.

Elles comportent au moins :

- l'identité du demandeur;
- l'objet sur lequel porte la demande d'avis;
- les motifs pour lequel l'avis est sollicité;
- fixe le délai à l'issue duquel l'avis est attendu lequel ne peut être supérieur à 30 jours à dater de la réception de l'envoi recommandé.

Lorsque en raison des particularités du dossier et de l'analyse qu'il suppose le délai de 30 jours s'avère insuffisant, la demande fixe le délai dans lequel l'avis doit être rendu.

Les notifications de dossiers relatifs à l'augmentation d'un des éléments constitutifs du prix de l'eau sont adressées par envoi recommandé, avant que l'augmentation de prix intervienne.

Elles comportent au moins :

- l'identité du demandeur;
- l'élément constitutif du prix de l'eau sur lequel porte l'augmentation;
- une motivation circonstanciée des raisons de l'augmentation;
- les documents comptables et les renseignements sur lesquels se base la motivation;
- la date envisagée pour procéder à l'augmentation;
- le cas échéant, s'il a été sollicité préalablement à la notification, l'avis de la commission des prix.

**Art. 15.** Le Comité établit un rapport annuel sur l'évolution du prix de l'eau pour le 31 mars de l'année qui suit l'année concernée par le rapport.

Le rapport :

- reprend les différentes augmentations intervenues dans l'année, par élément constitutif du prix de l'eau;
- décrit la cohérence entre l'évolution du prix de l'eau et la politique régionale de l'eau et en particulier le programme d'action pour la qualité de l'eau;
- évalue les incidences socio-économiques de cette évolution;
- rend compte des convergences en matière de tarification et de calcul du prix de l'eau;
- rend un avis sur les actions et initiatives à poursuivre pour assurer que l'évolution du prix soit orientée dans le sens de l'intérêt général et de la politique de l'eau.

**Art. 16.** Les avis du Comité sont communiqués au Ministre et aux personnes qui les ont sollicités.

Le rapport annuel est adressé au Gouvernement qui le communique au Parlement.

**Art. 17.** Le Comité arrête son règlement d'ordre intérieur.

Il le soumet au Gouvernement pour approbation.

**Art. 18.** Le Comité arrête annuellement son budget pour le 1<sup>er</sup> septembre de l'année qui précède l'exercice concerné.

Il le soumet au Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions. Le budget est approuvé par le Gouvernement.

Le budget couvre les frais de fonctionnement, les frais de déplacement, les frais de secrétariat, l'indemnité du président et du vice-président et le payement des jetons de présence.

Il est pris en charge par la Région.

**Art. 19.** Tous les participants aux réunions du Comité ont droit au remboursement de leur frais de déplacement selon les modalités prévues par les arrêtés royaux du 24 décembre 1963 et du 18 janvier 1965.

Ils bénéficient d'un jeton de présence d'un montant de 2 500 FB par séance;

Le président promérite d'une indemnité complémentaire de 10 000 FB par mois;

Le vice-président promérite d'une indemnité complémentaire de 5 000 FB par mois.

**Art. 20.** Le Ministre qui a l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2941

[C — 99/27674]

**3. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des Kontrollausschusses, der durch Artikel 16 des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) eingerichtet worden ist**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" und insbesondere des Artikels 16;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Politik in Sachen Wasserwesen gehört,

Beschließt:

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau";

2° "Ausschuss": der in Anwendung des vorliegenden Erlasses zusammengesetzte Kontrollausschuss;

3° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Politik in Sachen Wasserwesen gehört.

**Art. 2** - Der Kontrollausschuss für Wasser ist eine eigenständige öffentliche Einrichtung, die dem Gesetz vom 27. Juni 1921 zur Gewährung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Erwerbszweck und gemeinnützige Einrichtungen unterliegt.

Sein Sitz ist in 4000 Lüttich, rue du Vertbois 13c, festgelegt.

**Art. 3** - Der Kontrollausschuss hat als Aufgabe, darauf zu achten, dass der Entwicklung des Wasserpreises eine Richtung im Sinne des Allgemeinwohls und der auf Ebene der Wallonischen Region geführten Politik in Sachen Wasserwesen gegeben wird.

Im Interesse seiner Aufgabe verfügt er über eine weitgehende Eigenständigkeit.

Er führt auf eigene Initiative oder auf Antrag des Ministers bzw. des "S.P.G.E." hin Untersuchungen aus, gibt Gutachten und Empfehlungen über die Politik in Sachen Wasserpreise ab.

Er kann auf eigene Initiative oder infolge eines Antrags besondere Gutachten über jegliche Akte bezüglich einer Erhöhung eines der Bestandteile des Wasserpreises, die ihm aufgrund Artikel 16, § 3 des Dekrets zugestellt wird, abgeben.

Das Gutachten des Ausschusses wird für jegliche bedeutsame Abänderung im Bereich der Politik der Preise erfordert. Er gibt ebenfalls ein Gutachten über die Planung der Investitionen ab.

**Art. 4** - Zwecks der Ausübung seiner Aufgaben ist der Ausschuss berechtigt, sich das Folgende an Ort und Stelle vorlegen zu lassen:

- jegliche Unterlage, deren Öffentlichkeit durch das Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen oder aufgrund dessen vorgesehen wird,
  - jegliche Auskunft oder jeglicher Bericht, die bzw. der in seinen Zuständigkeitsbereich fällt,
- welche von öffentlichen Einrichtungen, Anstalten oder von Gesellschaften stammen, die einen Auftrag öffentlichen Dienstes im Bereich der Wassererzeugung, -zuleitung, -verteilung, -sammlung oder -behandlung durchführen.

Für denselben Zweck ist der Ausschuss berechtigt, Einsicht in jegliche Unterlage zu nehmen, die in Artikel 1 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung und in Artikel 1 des Gesetzes vom 11. April 1994 über die Öffentlichkeit der Verwaltung erwähnt ist sowie in die Informationen über die Umwelt und die Daten, die sich im Besitz der Behörden befinden, im Sinne des Dekrets vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt.

Er ist berechtigt, sich andere Unterlagen mit der Zustimmung der betroffenen Person, Einrichtung oder Anstalt vorlegen zu lassen oder Anhörungen vorzunehmen.

**Art. 5** - Der Ausschuss setzt sich aus vierzehn effektiven und vierzehn stellvertretenden Mitgliedern zusammen, darunter:

- zwei effektive und zwei stellvertretende Mitglieder, die von der Regierung vorgeschlagen sind;
- vier effektive und vier stellvertretende Mitglieder, die von der "Union des Villes et des Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie) vorgeschlagen sind;
- zwei effektive und zwei stellvertretende Mitglieder, die vom "Conseil central de la Consommation" (Zentralrat für Konsum) vorgeschlagen sind;
- sechs effektive und sechs stellvertretende Mitglieder, die vom "C.E.S.R.W." (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region) vorgeschlagen sind.

Die Kandidaten werden beim Minister auf der Grundlage einer doppelten Liste vorgeschlagen. Sie werden von der Regierung ernannt und abgesetzt.

Mit Ausnahme der ersten Zusammensetzung des Ausschusses werden die Bewerbungen dem Minister drei Monate vor dem Ablauf der Mandate der Mitglieder unterbreitet. Mangels dessen ist der Minister berechtigt, auf eigene Initiative die neuen Vertreter innerhalb des Sektors, den sie vertreten, zu bezeichnen.

**Art. 6** - Das Mandat der Mitglieder dauert vier Jahre. Dieses Mandat kann für eine Dauer, die die Anfangsdauer nicht überschreitet, einmal erneuert werden.

**Art. 7** - Die Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied der "S.P.G.E." oder als Mitglied des Sachverständigenausschusses ist unvereinbar mit der Eigenschaft als Mitglied des Kontrollausschusses.

Die allgemeine Dienstordnung kann andere Unvereinbarkeiten bestimmen, die durch die reibungslose Arbeitsweise des Ausschusses begründet werden.

**Art. 8** - Jedes Mitglied ist verpflichtet, die Handlungen, Akten und Dokumente, von denen es im Rahmen der Ausführung der Aufgaben des Ausschusses Kenntnis hat, geheim zu halten.

**Art. 9** - Die Mitglieder des Kontrollausschusses sind jederzeit absetzbar, falls es ihnen unmöglich ist, ihr Amt auszuüben, sie eine schwere Verfehlung begangen haben oder sie die Eigenschaft verlieren, aufgrund deren sie bezeichnet worden sind.

Außer in Fällen höherer Gewalt sind sie verpflichtet, den Minister über das Vorkommen des Ereignisses, durch das ihnen unmöglich wird, ihr Amt auszuüben oder sie die Eigenschaft verlieren, aufgrund deren sie bezeichnet worden sind, unverzüglich zu informieren.

Bei der Vakanz des effektiven Mandats vor seinem Ablauf führt das stellvertretende Mitglied das laufende Mandat zu Ende.

**Art. 10** - Unter den Mitgliedern des Ausschusses bezeichnet der Minister seinen Vorsitzenden und seinen stellvertretenden Vorsitzenden.

Wenn der Vorsitzende nicht in der Lage ist, sein Amt auszuüben, oder im Rücktritts- oder Sterbefall führt der stellvertretende Vorsitzende den Vorsitz bis zum Ablauf des Mandats. Der Ausschuss bezeichnet unverzüglich einen neuen stellvertretenden Vorsitzenden.

**Art. 11** - Das Sekretariat des Ausschusses wird vom Personal des "Conseil économique et social de la Région wallonne" übernommen gemäß dem Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines "Conseil économique et social de la Région wallonne".

**Art. 12** - Der Ausschuss versammelt sich auf Initiative des Vorsitzenden jedesmal wenn es seine Aufgabe erfordert. Jedes Mitglied wird innerhalb einer angemessenen Frist per Brief oder Fernkopie oder in dringenden Fällen auf die geeignetste Weise einberufen. Es wird davon ausgegangen, dass jedes anwesende Mitglied ordnungsmäßig einberufen worden ist.

Jedes verhinderte Mitglied wird von seinem Stellvertreter vertreten.

**Art. 13** - Zwei Vertreter der "S.P.G.E.", die vom leitenden Ausschuss bezeichnet werden, zwei Vertreter der Wassererzeuger und zwei Vertreter der Vereinigungen für die Klärung, die von der in Artikel 7, § 2, 4° des Dekrets erwähnten Handelsgesellschaft bezeichnet werden, sind berechtigt, den Versammlungen des Ausschusses beizuwohnen. Sie sind an den Verhandlungen beteiligt, ohne jedoch an den Beschlüssen teilzunehmen.

Zu diesem Zweck werden diese Vertreter vom Ausschuss per Brief oder Fernkopie mindestens acht Tage vor dem Datum der Versammlung einberufen. In dringenden Fällen werden sie innerhalb einer optimalen Frist und auf die geeignetste Weise eingeladen.

**Art. 14** - Die Anträge auf Gutachten werden dem Vorsitzenden des Ausschusses per Einschreibebrief zugestellt. Sie geben das Folgende an:

- die Personalien des Antragstellers;
- den Gegenstand, den das Gutachten betrifft;
- die Gründe, aus denen das Gutachten beantragt wird;
- die Frist, am Ablauf deren das Gutachten erwartet wird. Diese Frist kann 30 Tage ab dem Datum des Eingangs des Antrags nicht überschreiten.

Wenn, wegen der Besonderheiten der Akte und der Untersuchung, die sie voraussetzt, sich die Frist von 30 Tagen als ungenügend erweist, wird im Antrag die Frist, im Laufe deren das Gutachten abgegeben werden muss, festgelegt.

Die Abänderungen von Akten bezüglich der Erhöhung eines der Bestandteile des Wasserpreises werden per Einschreibebrief zugestellt, bevor die Preiserhöhung stattfindet.

Sie umfassen mindestens:

- die Personalien des Antragstellers;
- den Bestandteil des Wasserpreises, auf den sich die Erhöhung bezieht;
- eine ausführliche Begründung der Ursachen für die Erhöhung;
- die Rechnungsunterlagen und die Auskünfte, auf denen die Begründung beruht;
- das Datum, an dem die Erhöhung vorgenommen werden sollte;
- gegebenenfalls, wenn es vor der Zustellung beantragt worden ist, das Gutachten des Preisausschusses.

**Art. 15** - Der Ausschuss erstellt einen jährlichen Bericht über die Entwicklung des Wasserpreises spätestens am 31. März des Jahres, das auf das vom Bericht betroffene Jahr folgt.

Der Bericht:

- gibt die verschiedenen im Laufe des Jahres eingetretenen Erhöhungen pro Bestandteil des Wasserpreises an;
- beschreibt die Kohärenz der Entwicklung des Wasserpreises mit der regionalen Politik in Sachen Wasserwesen und insbesondere mit dem Aktionsprogramm für die Qualität des Wassers;
- schätzt die sozialwirtschaftlichen Ein- und Auswirkungen dieser Entwicklung;
- weist auf die Übereinstimmungen in Sachen Tarifgestaltung und Berechnung des Wasserpreises hin;
- gibt ein Gutachten über die Maßnahmen und Initiativen ab, die fortgesetzt werden müssen, um darauf zu achten, dass der Entwicklung des Wasserpreises eine Richtung im Sinne des Allgemeinwohls und der Politik in Sachen Wasserwesen gegeben wird.

**Art. 16** - Die Gutachten des Ausschusses werden dem Minister und den Personen, die sie beantragt haben, zugestellt.

Ein jährlicher Bericht wird der Regierung zugeschickt, die ihn dem Parlament zustellt.

**Art. 17** - Der Ausschuss legt seine allgemeine Dienstordnung fest. Er legt sie der Regierung zur Zustimmung vor.

**Art. 18** - Der Ausschuss legt jährlich spätestens am 1. September des Jahres vor dem betroffenen Haushaltsjahr seinen Haushalt fest.

Er legt dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Politik in Sachen Wasserwesen gehört, den Haushalt vor. Der Haushalt wird von der Regierung genehmigt.

Der Haushalt deckt die Betriebs-, Fahrt-, Schriftführungskosten, die Vergütung des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden und die Zahlung der Anwesenheitsgelder.

Er geht zu Lasten der Region.

**Art. 19** - Die gesamten Teilnehmer an den Versammlungen des Ausschusses haben Anrecht auf die Fahrtkostenerstattung nach den Modalitäten, die in den Königlichen Erlassen vom 24. Dezember 1963 und vom 18. Januar 1965 vorgesehen sind.

Sie erhalten Anwesenheitsgeld in Höhe von 2.500 BEF pro Sitzung.

Der Vorsitzende verdient eine zusätzliche Vergütung von 10.000 BEF pro Monat.

Der stellvertretende Vorsitzende verdient eine zusätzliche Vergütung von 5.000 BEF pro Monat.

**Art. 20** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 21** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 3. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2941

[C - 99/27674]

**3 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de oprichting en de werking van het comité voor watercontrole bedoeld in artikel 16 van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de gestion de l'eau", inzonderheid op artikel 16;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Waterbeleid,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de gestion de l'eau";

2° "comité" : het comité voor watercontrole opgericht krachtens dit besluit;

3° "Minister" : de Minister bevoegd voor Waterbeleid.

**Art. 2.** Het comité voor watercontrole is een autonome openbare instelling beheerst door de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

Zijn zetel is gevestigd rue du Vertbois 13c, te Luik.

**Art. 3.** Het comité moet ervoor zorgen dat de prijs van het water gebaseerd wordt op het algemeen belang en het waterbeleid van het Gewest.

Om zijn opdrachten te vervullen geniet het de ruimste autonomie.

Op eigen initiatief of op verzoek van de Minister of van de "S.P.G.E." voert het onderzoeken uit, brengt het adviezen uit en formuleert het aanbevelingen betreffende het beleid van de waterprijzen.

Het kan op eigen initiatief of ten gevolge van een aanvraag bijzondere adviezen uitbrengen over elk dossier betreffende een prijsverhoging van één van de bestanddelen van de waterprijs dat hem wordt meegedeeld krachtens artikel 16, § 3, van het decreet.

Het advies van het comité wordt vereist voor elke kenmerkende wijziging van het prijzenbeleid. Het comité brengt tevens advies uit over de planning van de investeringen.

**Art. 4.** Om zijn opdrachten te vervullen kan het comité zich wat volgt zonder verplaatsing doen voorleggen :

- elk boekhouddocument waarvan de openbaarheid voorzien is bij of krachtens de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen;

- alle inlichtingen of verslagen die tot zijn bevoegdheid behoren;

die afkomstig zijn van de instellingen, openbare organen of vennootschappen die een openbare opdracht vervullen i.v.m. de productie, de voorziening, de verdeling, de opvang of de behandeling van het water.

Het comité kan met hetzelfde doel elk document raadplegen dat bedoeld is in artikel 1 van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur en in artikel 1 van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur alsmede de informatie inzake leefmilieu en de gegevens van de openbare overheden in de zin van het decreet betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu.

Met de instemming van de betrokken persoon, inrichting of instelling kan het comité hoorzittingen organiseren of zich andere documenten doen voorleggen.

**Art. 5.** Het controlecomité bestaat uit veertien gewone en veertien plaatsvervangende leden waaronder :

- twee gewone en twee plaatsvervangende leden voorgedragen door de Regering;

- vier gewone en vier plaatsvervangende leden voorgedragen door de "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van Waalse Steden en Gemeenten);

- twee gewone en twee plaatsvervangende leden voorgedragen door de centrale raad voor de consumptie;

- zes gewone en zes plaatsvervangende leden voorgedragen door de "C.E.R.S.W." (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest). De kandidaten worden aan de Minister voorgedragen op grond van een dubbelal. Ze worden door de Regering benoemd en ontslagen.

Met uitzondering van de eerste oprichting van het comité worden de kandidaturen minstens drie maanden vóór het verstrijken van de mandaten van de leden medegedeeld aan de Regering. In voorkomend geval kan de Regering op eigen initiatief nieuwe vertegenwoordigers voordragen binnen de sector die ze vertegenwoordigen.

**Art. 6.** Het mandaat van de leden geldt vier jaar. Dit mandaat kan verlengd worden voor een duur die de oorspronkelijke duur niet overschrijdt.

**Art. 7.** De hoedanigheid van lid van de raad van bestuur van de "S.P.G.E" of van lid van het comité van de deskundigen is onverenigbaar met die van lid van het comité voor watercontrole.

Het huishoudelijk reglement kan andere onverenigbaarheden die voor de goede werking van het comité gerechtvaardigd zijn, vermelden.

**Art. 8.** Elk lid is gehouden tot de vertrouwelijkheid van de handelingen, akten en documenten waarvan het kennis heeft in het kader van de uitoefening van de opdrachten van het comité.

**Art. 9.** De leden van het comité voor watercontrole kunnen te allen tijde ontslagen worden in geval van onmogelijkheid hun ambt uit te oefenen of wegens grove tekortkoming of wanneer ze de hoedanigheid waarvoor ze zijn benoemd, verliezen.

Behalve overmacht moeten ze de Minister zo spoedig mogelijk verwittigen van het ontstaan van het voorval dat hen belet hun ambt uit te oefenen of waarbij ze de hoedanigheid waarvoor ze zijn benoemd, verliezen.

Bij vacature vóór het verstrijken van het mandaat van het gewone lid voleindigt het plaatsvervangende lid het lopende mandaat.

**Art. 10.** De Minister wijst onder de leden van het comité zijn voorzitter en zijn ondervoorzitter aan.

Wanneer de voorzitter niet in staat is zijn ambten uit te oefenen, of bij ontslag of overlijden, neemt de ondervoorzitter het voorzitterschap tot het einde van het mandaat waar. Het comité wijst onmiddellijk een nieuwe ondervoorzitter aan.

**Art. 11.** Het secretariaat van het comité wordt waargenomen door het personeel van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest), overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

**Art. 12.** Het comité vergadert op initiatief van de voorzitter telkens als zijn opdracht het vereist. Elk lid wordt terwijl de termijn nog lopende is, bij brief of fax, of in spoedgevallen, bij het meest geschikte middel opgeroepen. Elk aanwezige lid wordt geacht regelmatig opgeroepen te zijn.

Elk verhinderd lid wordt vertegenwoordigd door zijn plaatsvervanger.

**Art. 13.** Twee vertegenwoordigers van de "S.P.G.E." die aangewezen zijn door het directiecomité, twee vertegenwoordigers van de producenten en twee vertegenwoordigers van de zuiveringsinstellingen aangewezen door de in artikel 7, § 2, 4°, van het decreet bedoelde handelsvennootschap mogen de vergaderingen van het comité bijwonen. Ze nemen deel aan de debatten zonder nochtans beslissingen te nemen.

Daartoe worden deze vertegenwoordigers bij brief of fax door het comité opgeroepen minstens acht dagen vóór de datum van de vergadering. In spoedgevallen worden ze binnen de overeengekomen termijn en volgens de meest geschikte regels uitgenodigd.

**Art. 14.** De aanvragen om advies worden bij aangetekende brief aan de voorzitter van het comité gericht.

Ze vermelden :

- de identiteit van de aanvrager;
- het onderwerp waarop de aanvraag om advies betrekking heeft;
- de gronden waarvoor het advies wordt aangevraagd;
- de termijn na afloop waarvan het advies moet worden uitgebracht; deze termijn mag niet langer zijn dan 30 dagen te rekenen van de ontvangst van de aangetekende brief.

Wanneer wegens de bijzonderheden van het dossier en van de analyse dat het inhoudt, de termijn van 30 dagen onvoldoende is, bepaalt de aanvraag de termijn waarbinnen het advies moet worden uitgebracht.

De kennisgevingen van dossiers betreffende de prijsverhoging van één van de bestanddelen van de waterprijs worden bij aangetekende brief verzonden alvorens de prijsverhoging plaatsvindt.

Ze vermelden ten minste :

- de identiteit van de aanvrager;
- het bestanddeel van de prijsverhoging waarop de verhoging betrekking heeft;
- een gedetailleerde motivering van de redenen van de verhoging;
- de boekhouddocumenten en de inlichtingen waarop de motivering zich baseert;
- de om tot de verhoging over te gaan geplande datum;
- in voorkomend geval, het advies van de prijzencommissie, als erom vóór de kennisgeving is verzocht.

**Art. 15.** Het comité maakt een jaarlijks verslag op over de ontwikkeling van de waterprijs voor 31 maart van het jaar volgend op het bij het verslag betrokken jaar.

Het verslag :

- vermeldt de verschillende verhogingen die gedurende het jaar per bestanddeel van de waterprijs plaats hebben gevonden;
- beschrijft de coherentie tussen de ontwikkeling van de waterprijs en het gewestelijke waterbeleid, met name het actieprogramma voor de kwaliteit van het water;
- schat de socio-economische effecten van deze ontwikkeling;
- maakt gewag van de convergenties inzake tarifiering en rekening van de waterprijs;
- brengt een advies uit over de acties en initiatieven die moeten worden gevoerd om ervoor te zorgen dat de prijs van het water gebaseerd wordt op het algemeen belang en het waterbeleid.

**Art. 16.** De adviezen van het comité worden medegegeeld aan de Minister en aan de personen die erom hebben verzocht.

Het jaarlijkse verslag wordt gericht aan de Regering die het aan het Parlement overmaakt.

**Art. 17.** Het comité maakt zijn huishoudelijk reglement op. Het onderwerpt het aan de goedkeuring van de Regering.

**Art. 18.** Het comité bepaalt jaarlijks zijn begroting voor 1 september van het jaar vóór het betrokken boekjaar en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister bevoegd voor Waterbeleid. De begroting wordt goedgekeurd door de Regering.

De begroting dekt de werkings-, reis- en secretariaatkosten, de vergoeding van de voorzitter en van de ondervoorzitter en de betaling van de presentiegelden.

Die is voor rekening van het Gewest.

**Art. 19.** Alle personen die de vergaderingen van het comité bijwonen, hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten volgens de regels bedoeld in de koninklijke besluiten van 24 december 1963 en 18 januari 1965.

Ze genieten een presentiegeld van 2 500 BEF per zitting.

De voorzitter verdient een bijkomende vergoeding van 10 000 BEF per maand.

De ondervoorzitter verdient een bijkomende vergoeding van 5 000 BEF per maand.

**Art. 20.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN



F. 99 — 2942

[C — 99/27675]

**3 JUNI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la constitution et au fonctionnement du comité des experts institué à l'article 14 du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau et notamment l'article 14;

Vu les statuts de la Société publique de gestion de l'eau approuvés par le Gouvernement en date du 3 juin 1999;

Sur la proposition du Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté il faut entendre par :

1° "décret" : le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau;

2° "comité" : le comité des experts établi en application du présent arrêté;

3° "contrats de services" : les contrats visés à l'article 2, 26°, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et à l'article 1<sup>er</sup>, 21° et 22°, du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et potabilisables;

4° "conseil d'administration" : le conseil d'administration de la SPGE telle que créée par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique des gestion de l'eau;

5° "comité de direction" : le comité de direction visé à l'article 26 des statuts de la SPGE.

**Art. 2.** Le comité d'experts a pour mission de :

- rendre des avis au conseil d'administration et au comité de direction, soit d'initiative, soit à la demande de ceux-ci, sur toute question technique relative à la gestion de l'eau en ce compris les projets de décrets et d'arrêté qui sont en relation avec le cycle de l'eau. Il peut notamment être invité à accomplir des études en vue d'éclairer, de promouvoir la coordination, de rechercher l'optimisation et l'harmonisation des opérations ou des activités du cycle de l'eau;

- rendre des avis sur les questions techniques qui apparaîtraient dans un différend entre tout titulaire de prise d'eau, tout distributeur d'eau ou tout organisme d'épuration et la SPGE dans le cadre de l'exécution des contrats de services.

**Art. 3.** Le comité se compose de huit experts effectifs et de huit experts suppléants.

Ils sont nommés notamment sur la base de leur connaissances de tout ou partie des activités du secteur de l'eau en Région wallonne.

Ils agissent en toute indépendance du secteur d'activité dont ils sont issus.

Deux experts représentent la Région;

Deux experts représentent le secteur de la production et de la distribution d'eau;

Deux experts représentent le secteur de l'épuration;

Deux experts représentent les communes.